

Journée de la presse:
L'OTM rend public son rapport P.6&7



Retour sur les temps forts de la cérémonie de prestation de serment P.5&6



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0471 du 06 Mai 2020 - 250 F CFA / Etranger 1€

Lutte contre le COVID-19 :

Les ministres de la Santé de l'UEMOA en session extraordinaire ce jeudi par visioconférence



Les ministres en charge de la santé des pays membres de l'UEMOA vont se retrouver en session extraordinaire demain jeudi. Cette session qui se tiendra par visioconférence selon un communiqué de presse rendu public par la cellule de communication de l'institution, sera consacrée aux dispositions pratiques à prendre pour la mise en œuvre diligente des décisions et des recommandations prises par les chefs de d'Etat et de gouvernement contre le COVID-19 le 27 avril dernier.

C'était à l'occasion de la session extraordinaire des chefs d'Etat tenue également par visioconférence à Abidjan. Il s'agira entre autres poursuit le communiqué, de l'instauration dans le cadre communautaire d'une plus grande coordination dans la prise des mesures sanitaires relatives à la gestion des frontières intérieures et extérieures de l'union. Cette rencontre pourrait être sanctionnée également par l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan régional de renforcement des capacités des

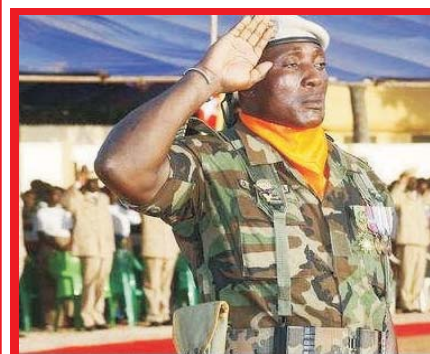
Suite à la page 7



Taxis urbains, la surcharge continue:

La Force spéciale anti pandémie rappelle à l'ordre

P.3



Au-delà du réel

Ceci à l'air d'un film de fiction à la hollywoodienne. Difficile à croire et pourtant, le lieutenant-colonel Madjoulba, le bel officier de part sa forme et sa carrure a été retrouvé mort dans son bureau à la Brigade d'intervention rapide (BIR) apparent-on très tôt lundi matin sur les réseaux sociaux. Comment est-ce possible, s'interroge-t-on...

Lire page 3

Nouvelle rassurante:

Le Togo enregistre un excédent céréalier de 70 000 tonnes

Selon les récentes informations fournies par la direction de l'Agence nationale de sécurité alimentaire au Togo (ANSAT), le Togo continue d'enregistrer les excédents en ce qui concerne les céréales.

Ainsi, « en moyenne 70 000 tonnes d'excédents céréaliers enregistrés à la campagne agricole 2019-2020 (maïs, sorgho, mil, riz local, notamment, ndlr) », informe Ouro-Koura AGADAZI, directeur général de l'Agence.

En dépit de cette performance, le patron de l'ANSAT note que « plusieurs zones de production de céréales du pays affichent actuellement des quantités de céréales non-écoulées », entre autres la zone nord-Est de la ville de Sokodé (plus de 4 200 tonnes) et Elavagnon dans l'Est-Mono (plus de 5000 tonnes de maïs).

Une situation qui pourrait



potentiellement affecter les producteurs, prévient l'agence, qui appelle par ailleurs à la prise de mesure « pour leur faciliter la mise sur le marché de leurs produits », au risque « d'impacter la croissance agricole avec des incidences sur la sécurité alimentaire ».

Il en sera notamment ainsi de l'IFAD Aquaculture d'Elavagnon, qui s'appuie sur le numérique, pour relancer ses activités, mises au ralenti depuis le 20 mars. Cet Institut, ouvert il y a près d'un an et exclusivement dédié à la délivrance de formations diplômantes en aquaculture, a démarré

des plans de formation hebdomadaire par groupes pédagogiques, sous la supervision des enseignants.

Il s'agira, renseigne l'administration du centre, de maintenir la constance dans l'apprentissage et permettre une reprise directe des cours, aussitôt les restrictions liées à la pandémie du Covid-19 levées. Au total, une dizaine d'Instituts devraient être implantés sur le territoire togolais, selon les ambitions du Plan national de développement (PND).

FP



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice

Alain TCHEDRE

Prosper AWIH

Dick MESSAN (Stagiaire)

Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Demakpoè, non loin des rails

Tél: +228 90 15 87 53

+228 22 42 83 46

13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires



Pharmacies de garde à Lomé

Du 04 au 11 Mai 2020

JEANNE d'ARC: Près de Marox-Renault-Star *22 22 08 01*

St ANTOINE: 1048 Avenue de la Libération *22 21 29 64*

PORT: Face Hôtel Sarakawa *22 27 61 88*

ÉCLAIR: Bè Ahligo, près du Marché *22 22 75 11*

OCEANE: Rue OCAM *22 22 62 77*

MAIRIE: Face Mairie *22 21 26 39*

AVE MARIA: Face ENSF (Ecole Nationale des Sages Femmes) près du CHU Tokoin *22 22 33 01*

GBOSSIME: Face Marché Gbossimé *22 22 50 50*

Ste MARIE: Face Supermarché Tokoin-Ramco *22 21 85 58*

ISIS: Avenue Jean Paul II près des rails Nukafu Gakpoto *70 44 83 87*

YEM-BLA: 258 Avenue Akeï face à la Résidence *22 26 76 51*

FRATERNITE: Hedzranawé près de la Clinique St Joseph *22 26 81 55*

CITRUS: Attiégo Carrefour DVA, Grand Contournement *70 44 59 24*

NOTRE DAME: Route de l'Aéroport entre la foire Togo 2000 et l'Aéroport *96 80 10 12*

SANTA MADONNA: Sise à Kégué sur la route du Petit Contournement à côté de l'église catholique St Thérèse *70 01 03 03*

UNION: Boulevard Malfakassa, face crèmerie BAMUDAS - Bè Kpota *22 27 71 64*

O GRAIN D'OR: Carrefour Zorrobar, Grand Contournement *22 70 06 90*

CITE: Boulevard du 30 Août *22 25 01 25*

BESDA: Adidogomé-Aménopé, route de Kpalimé *22 51 05 29*

CONSEIL: Carrefour CEG Sagbado Logote *93 10 92 92*

EPIPHANIA: Rue de la Pampa, carrefour AGBEMADON Adidogomé *70 40 10 52*

St JOSEPH: Bretelle Bè Klikamé *22 25 74 65*

NATION: Face ancien Marché TOTSI *22 25 99 65

ENOULI: Station d'Agbalépédogan *22 25 90 68**

DIEUDONNE: Route de LEO 2000, non loin de FUCEC Agoe-Téléssou *70 44 84 59*

ARC-EN-CIEL: Agoe-Téléssou à 50m du Carrefour Margot *70 42 50 00*

MAINA: A 500m du Carrefour Y sur la voie expresse non loin du Centre Médico-Chirurgical Source de Vie Avédji *70 43 65 34*

La GRÂCE: Près de l'Auberge Sahara avant la station SUN AGIP Agoè *22 25 91 65*

EXCELLENCE: Agoe Demakpoè Voie CEDEAO *22 51 77 87*

APOU ANTOINE: Boulevard Lycée Agoènyivé - Agoè Assiyéyè *22 19 12 15*

DIVINA GRACIA: Quartier Agoè Fiovi Rond point Cool Catch (ancien carrefour Bafana-Bafana) *93 83 91 00*

La NOUVELLE TULIPE: Route de Mission Tové, près de la station CAP Agoè-Légbassito *99 47 00 70*

ZONGO: Sise à Togblékopé carrefour Hermann entre Orabank et la station Sanol Togblékopé *70 45 23 16*

ZOSSIME: Zossimé, sur la route de Sanguera près du marché de Zossimé *70 46 26 64*

HYGEA: Face Lycée publique de Baguida, sur la route d'Afanoukopé (Baguida) *99 27 36 36*

Le DESTIN: A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida *70 41 15 41*

Prompt Rétablissement

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis chez votre marchand de journaux

Taxis urbains, la surcharge continue :

La Force spéciale anti pandémie rappelle à l'ordre

Même si le nombre de guérison au COVID-19 rassure, on est encore bien loin du bout du tunnel s'agissant de la lutte contre le COVID-19. On se rappelle que le 1^{er} avril dernier, le chef de l'Etat dans son adresse à la nation avait pris des mesures drastiques pour faire face à cette pandémie mortelle.

préfecture de Tchaoudjo. Le communiqué rappelle également que ne doivent circuler durant la période de couvre-feu,

les véhicules prioritaires. Des amendes sont d'ailleurs prévues précise le communiqué.

La rédaction



Malheureusement, force est de constater que certaines mesures sont royalement foulées aux pieds par des citoyens. Ceci interpelle la force spéciale anti pandémie qui a d'ailleurs sorti un communiqué pour la circonstance et rappelle à l'ordre les citoyens. Notre équipe de reportage s'est d'ailleurs intéressée au cas des taxis urbains qui desservent la plupart des artères de la capitale. Il nous a été donné de constater que l'exigence de ne prendre que 4 personnes dans des taxi, est une pilule amère à avaler pour la plupart des conducteurs habitués à la surcharge même en

temps normal vont au-delà du nombre indiqué en ces temps de pandémie. Ce qui expose dangereusement les passagers et le conducteur. Il faut rappeler que la distanciation fait partie des mesures à respecter pour limiter la propagation du virus mortel.

Mis à part les taxis urbains bien d'autres mesures sont aussi banalisées.

Le communiqué signé du commandant de la force spéciale anti pandémie regrette également le non-respect du couvre-feu en vigueur de 20h à 6h dans le grand Lomé et la

FORCE SPECIALE MIXTE ANTI-PANDEMIE COVID-19 **COMMUNIQUE**

Le Commandant de la Force Spéciale Anti-Pandémie communique :

Dans le souci de préserver les populations de la propagation de l'épidémie du COVID-19, le gouvernement a pris certaines mesures contraignantes, entre autres, la limitation du nombre de passagers dans les différentes catégories de véhicules, le bouclage de certaines villes et l'instauration du couvre-feu de 20 heures à 06 heures dans le Grand Lomé et dans la préfecture de Tchaoudjo.

La force spéciale anti-pandémie a été créée pour veiller à l'application de ces mesures. Malheureusement, certains de nos compatriotes font fi de l'observation de ces prescriptions.

Le Commandant de la force spéciale rappelle à toute la population, le respect des mesures suivantes :

Le nombre de passagers dans tout taxi urbain ne doit pas dépasser quatre (04) personnes ;

Le nombre de passagers dans un bus de quinze (15) places ne doit pas dépasser huit (08) personnes ;

Le couvre-feu reste en vigueur de 20 heures à 06 heures. Il concerne le Grand Lomé et la préfecture de Tchaoudjo.

Durant le temps de couvre-feu, ne peuvent circuler que les véhicules utilitaires et les personnes autorisées

Tout contrevenant à ces mesures s'expose à des amendes.

Le Commandant de la force spéciale remercie la population pour la bonne compréhension des mesures prises par le gouvernement et compte sur son civisme pour la réussite de cette mission dans le but de mettre notre pays à l'abri des ravages de cette pandémie.

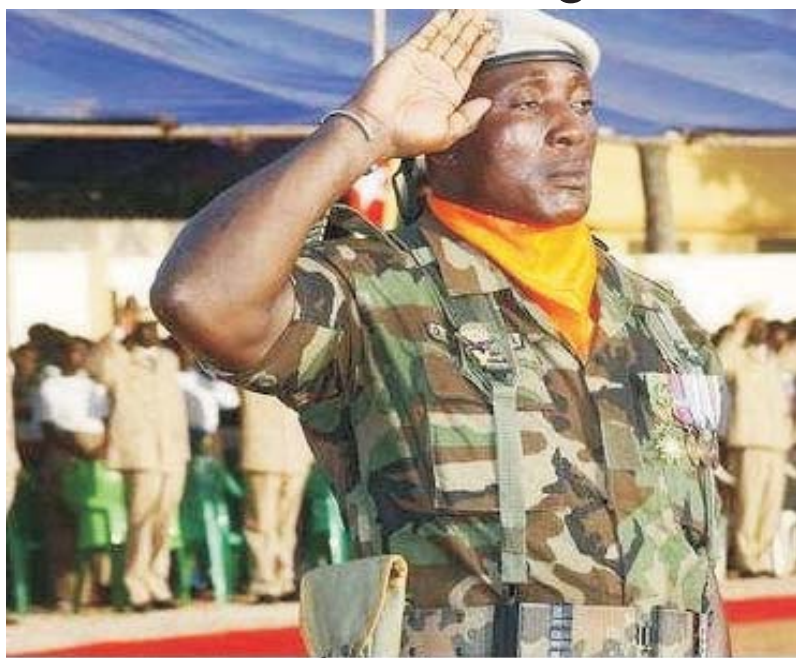
Fait à Lomé, le 4 Mai 2020

Le Commandant de la force spéciale

Colonel Kodjo AMANA

Au-delà du réel:

Un commandant de garnison retrouvé mort assassiné dans son bureau



Ceci à l'air d'un film de fiction à la hollywoodienne. Difficile à croire et pourtant, le lieutenant-colonel Madjoulba, le bel officier de part sa forme et sa carrure, a été retrouvé mort dans son bureau à la Brigade d'intervention rapide (BIR), apparent-on très tôt lundi matin sur les réseaux sociaux. Comment est-ce

possible s'interroge-t-on?

Ce qui était considéré comme rumeur est confirmé par des sites très sérieux.

Un coup de poignard au cou ou une balle au même endroit, le mystère demeure entier sur les circonstances de la mort de ce vaillant officier.

En attendant une version officielle sur ce drame qui frappe les forces armées

togolaises, on peut se lancer dans quelques questionnements : qui a intérêt à ce que le colonel Madjoulba ne soit pas vivant? Comment ce crime a pu avoir lieu dans un camp militaire?

Chaque commandant de garnison a toujours droit à une garde rapprochée. Où était cette dernière au moment du crime?

L'opinion espère avoir des réponses à ces questions.

Retour sur les temps forts de la cérémonie de prestation de serment

C'est notre loi fondamentale qui l'exige, le Président de la République une fois élu prête serment devant les membres de la Cour constitutionnelle. Cet épisode met fin au feuilleton de l'élection présidentielle dont le scrutin a eu lieu le 22 février dernier.

Le Président de la République, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE, a officiellement prêté serment devant les membres de la Cour constitutionnelle pour un nouveau mandat de cinq (5) ans, le dimanche 03 mai 2020 au Palais de la Présidence de la République.

Cette cérémonie présidée par Abdou ASSOUMA, président de la Cour constitutionnelle intervient trois mois après la publication par la



haute juridiction en présidentielle du 22 février 2020, déclarant le candidat du parti

présidentiel Union pour la République (UNIR), SEM Faure Essozimna GNASSINGBE vainqueur au premier tour de ce scrutin avec un score de 70,78%.

L'audience a été marquée par plusieurs temps forts, notamment l'entrée et l'installation du Président réélu, la lecture de la décision de la Cour Constitutionnelle déclarant SEM Faure Essozimna GNASSINGBE président élu, et la prestation de serment du Président de la République, conformément à l'article 64 de la loi fondamentale. Celui-ci a juré

conformément à cet article en ces termes : « Devant Dieu et devant le peuple togolais, seul détenteur de la souveraineté populaire, Nous Faure Essozimna GNASSINGBE, élu président de la République, conformément aux lois de la République, jurons solennellement : de respecter et de défendre la Constitution que le Peuple togolais s'est librement donnée ; de remplir loyalement les hautes fonctions que la Nation nous a confiées ; de ne nous laisser guider que par l'intérêt général et le respect des droits de la

Suite à la page 5



PRÉCAUTIONS POUR ÉVITER LE CORONAVIRUS MESSAGE DE TOGO TERMINAL FILIALE DU GROUPE BOLLORE

TOGO TERMINAL LOMÉ



Se laver fréquemment les mains à l'eau et au savon ou avec une solution à base d'alcool.



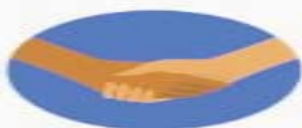
Éviter de cracher et de se moucher sur le sol.



Se couvrir la bouche et le nez avec un masque médical, un mouchoir en papier ou le creux du bras lorsqu'on tousse ou éternue ; puis jeter le masque ou mouchoir et se laver les mains.



Si l'on porte un masque facial, s'assurer de bien couvrir la bouche et le nez ; éviter de toucher le masque qui est en place, le jeter immédiatement après utilisation s'il est à usage unique, et se laver les mains aussitôt après.



Eviter tout contact étroit non protégé avec des personnes ayant la fièvre et la toux et consulter un médecin en cas de fièvre, toux et difficultés respiratoires.



En cas de maladie pendant le voyage, informer le conducteur ou l'équipage consulter un médecin sans tarder et partager ses antécédents de voyage.



Éviter tout contact direct non protégé avec des animaux sauvages ou d'élevage et des surfaces en contact avec des animaux.

NUMÉROS VERTS

+228 22 22 20 73 / 91 67 42 42

AFRICAN LEASE TOGO :

Finance pour l'acquisition de 72 tracteurs pour les agrégateurs togolais sous forme de crédit-bail

African Lease Togo (ALT), une compagnie de crédit-bail a obtenu l'agrément pour exercer au Togo, en qualité d'établissement financier à caractère bancaire. Elle est autorisée à faire des opérations de crédit-bail, d'affacturage et de services de paiement. Le crédit-bail et l'affacturage sont deux financements adaptés aux petites et moyennes entreprises (PME).



Le crédit-bail permet de palier un certain nombre de contraintes dans l'accès des PME au financement telles que le manque de garantie, la faiblesse de fonds propres.

Il est alors pour les entreprises un moyen de préserver la trésorerie ainsi que leur capacité d'endettement mais aussi d'optimiser leur rentabilité.

L'affacturage permet aux entreprises de se financer à court terme, d'externaliser leurs fastidieuses tâches de recouvrement des créances et de se prémunir, optionnellement, contre d'éventuels impayés. Concrètement, à travers le Crédit-bail.

Cette institution financière, s'est engagée depuis 2019 à

accompagner le gouvernement dans l'optique de booster la politique agricole en signant une convention avec MIFA (Mécanisme Incitatif de Financement Agricole) fondé sur le partage de risques pour un montant de 1.800.000.000FCFA pour l'acquisition des tracteurs et des accessoires.

La campagne agricole 2020-2021 qui intervient dans le contexte de la crise sanitaire due à la pandémie à coronavirus, et à travers le « plan de riposte agricole COVID-19 » mis en place par le ministère de l'agriculture, de la production animale et halieutique, une cérémonie d'acquisition du matériel agricole (tracteurs et accessoires) s'est déroulée le 28 avril 2020 à Lomé.

Au total 72 tracteurs acquis grâce au



financement de African Lease sont remis aux agrégateurs togolais sous forme de crédit-bail par Monsieur Koutéra BATAKA, ministre de l'agriculture, de la production animale et halieutique en présence de monsieur SOSSOU A. T O U S S A I N T , Administrateur Directeur Général de African Lease Togo et monsieur Abdel Kader Bouraima, Directeur Général du KFB. Monsieur SOSSOU, Administrateur, Directeur Général de African Lease Togo a à cette cérémonie souligné que: «L'Axe 2 du PND est relatif au développement des pôles

de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives, et cet axe fait bien partie de notre domaine d'intervention. Nous sommes disposés à soutenir le Togo dans cet ambitieux plan. Nous allons y travailler, non seulement dans l'intérêt des agrégateurs mais aussi pour tous les Togolais. MIFA va accompagner ces derniers pour faciliter le remboursement».

Les 4 bonnes raisons de choisir African Lease Togo : Rapidité, Souplesse, Autonomie, Solution sur mesures.

Source: Cell Com Mapah

Retour sur les temps forts de la cérémonie de prestation de serment

Suite de la page 4

personne humaine, de consacrer toutes nos forces à la promotion du développement, du bien commun, de la paix et de l'unité nationale; de préserver l'intégrité du territoire national; de nous conduire en tout, en fidèle et loyal serviteur du peuple».

Avant d'être renvoyé dans ses nouvelles tâches, le chef de l'Etat a juré, de remplir fidèlement et loyalement la charge liée à sa haute fonction. Autres temps solennels, l'intervention du Président de la Cour Constitutionnelle, la remise au Président Faure

GNASSINGBE du drapeau national par les Forces armées togolaises (FAT) en sa nouvelle qualité du chef des armées, et du Grand Collier du Grand Maître des Ordres Nationaux en sa qualité du nouveau président Ordres nationaux par le ministre d'Etat Barry Moussa BARQUE, Grand Chancelier des Ordres nationaux, et les civilités de la Cour au Président élu.

Après avoir vanté les mérites du Président réélu à travers son bilan largement positif, le président de la Cour constitutionnelle Aboudou ASSOUMA a



souhaité plein succès au chef de l'Etat pour son nouveau mandat. Un quinquennat avec beaucoup de défis à relever sur les plans politique, économique et social.

Le Président Faure GNASSINGBE s'est engagé à poursuivre la consolidation du climat de paix et de sécurité, la mise en place d'une gouvernance plus ouverte et inclusive, la production de la richesse en accélérant le développement des secteurs à fort potentiel, les réformes économiques et politiques, la politique des grands projets d'infrastructures, et l'amélioration des services sociaux et du système sanitaire et éducatif.

Cette cérémonie de prestation de serment du

président réélu vient clore le chapitre du processus électoral ayant conduit à l'élection du 22 février dernier et ouvre la voie à un nouveau mandat de 5 ans du Président Faure GNASSINGBE à la tête du pays. A noter que compte tenu de la pandémie du Covid-19, la cérémonie s'est déroulée dans le strict respect des gestes barrières édictées par le gouvernement. Seuls étaient présents dans la salle, les plus hauts responsables administratifs, politiques et militaires du pays.

Source: autogo.com

Journée de la presse: L'OTM rend public son rapport

Comme chaque année, l'Observatoire togolais des médias (OTM) a rendu public son rapport sur l'Etat de la presse au Togo. Nous proposons l'intégralité de ce rapport qui dresse la situation de la presse togolaise.

Thème 2020: « Le journalisme sans crainte ni complaisance »

INTRODUCTION

Le 03 mai de chaque année depuis 1993, la Journée Internationale de la liberté de Presse est célébrée de par le monde. Au Togo, les professionnels des médias ne dérogent pas à la tradition. Cette date est une occasion pour les journalistes, techniciens de la communication, auxiliaires de presse et responsables des médias de faire le bilan des douze derniers mois de l'exercice, en termes d'avancées ou de reculs du nombre des médias, de dérapages dans les publications et diffusions, d'atteintes à la liberté de presse, de rapports entretenus entre les professionnels des médias eux-mêmes et avec les autres acteurs de la vie nationale. Dans notre pays comme partout ailleurs, c'est l'instance d'autorégulation, tribunal des pairs qui se charge de cette mission de bilan collectif. L'Observatoire Togolais des Médias (OTM), à l'occasion, formule des recommandations qui permettront à chaque acteur de faire son autocritique en vue d'améliorer l'exercice et le respect de la liberté de presse. Du reste, la célébration 2020 de la Journée Internationale de la liberté de Presse placée sous le thème « **Le journalisme sans crainte ni complaisance** », interpelle à plus d'un titre les professionnels des médias sur leurs rôles aux côtés des populations surtout en cette période de pandémie de la COVID-19.

Avec cent quatre-vingt (180) titres de presse, 83 stations de radios, neuf (9) chaînes de télévision et une centaine de médias en ligne, le Togo dispose d'un paysage médiatique foisonnant, avec des organes de presse et d'information aux contenus diversement appréciés par le public. Au dernier classement de Reporter Sans Frontières sur la liberté de presse, le Togo occupe le 71ème rang sur 180 pays classés, engrangeant ainsi 5 places par rapport à 2019. Ce qui prouve, s'il en était encore besoin, qu'il y a des avancées en dépit des difficultés de toutes sortes.

I- L'EXISTANT

1- Médias audiovisuels

L'échiquier médiatique de l'audiovisuel au Togo est assez fourni avec 83 stations radios et de 9 chaînes de télévisions dont :

- 6 radios d'Etat (deux publics, Radio Lomé et Radio Kara qui couvrent toute l'étendue du territoire et quatre radios rurales émettant à Notsè, Pagouda, Dapaong et Kévé);
- 35 radios commerciales;
- 21 radios communautaires;
- 21 radios confessionnelles;
- 11 nouvelles fréquences radios autorisées, le 31 décembre 2019, à émettre avant 2021 à l'issue d'un appel d'offres.
- Sur les 9 chaînes de télévisions émettant au Togo on compte une télévision publique et 8 privées. La couverture nationale de l'audiovisuel est très inégalement répartie. En effet, plus du quart des radios privées (25) émettent dans la capitale et ses environs de même que la totalité des chaînes de télévision, toutes évoluant dans un espace exigu et très concurrentiel.

2- Presse écrite et en ligne

Environ, 180 organes de presse paraissent plus ou moins régulièrement, dont :

- Un organe public (quotidien national Togo-Presse);
- des parutions indépendantes (quotidiens, bihebdomadaires, hebdomadaires, bimensuels, mensuels...);
- des publications institutionnelles.

Aujourd'hui, la majorité des médias papiers font l'effort de se doter de version en ligne ou du moins se mettre en ligne avec des articles jugés importants.

Dans la catégorie spécifique de la presse en ligne, On compte :

- 3 agences de presse dont une agence de presse publique (Agence Togolaise de Presse) et deux privées (savoirnews, afreepress)
- une centaine de sites d'information

3- Autres médias

Il s'agit des représentations d'agences et médias internationaux (RFI, BBC, Reuters, Africa 24, la Voix d'Amérique, l'AFP, PANA Press, Xinhua etc.), des blogs et des médias sociaux.

4- Organisations de presse

Malgré la recommandation des états généraux de la presse tenus à Kpalimé en juin-juillet 2014 exhortant les acteurs des médias à constituer une seule organisation de patrons de presse et une autre pour les employés, une dizaine d'organisations professionnelles et un observatoire animent la vie médiatique au Togo.

- Au niveau des médias publics, on

dénombre deux syndicats : le Syndicat des Agents de l'Information, Techniciens et Journalistes des Organes Publics (SAINTJOP) et le Syndicat Libre de la Communication (SYNLICO).

- S'agissant des médias privés, l'on note :

- des organisations patronales, notamment le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP), le Patronat de la Presse Togolaise (PPT), le Conseil Togolais des Editeurs de Presse (CTEP);
- l'Union des Radios et Télévisions Libres (URATEL), l'Union des Télévisions Privées (UTEP), l'Association Togolaise de la Presse Privée en ligne (ATOPPEL) et l'Organisation de la Presse en Ligne (OPEL).

- une organisation syndicale qui est le Syndicat des Journalistes Indépendants du Togo (SYNJIT).

- Une association regroupant l'ensemble des professionnels des médias, notamment l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT).

- Enfin, il y a l'Observatoire Togolais des Médias (OTM) qui est l'instance d'autorégulation et tribunal des pairs où siègent les organisations les plus représentatives.

Aux côtés de toutes ces organisations professionnelles, il existe des regroupements thématiques de journalistes tels que les réseaux et unions dans divers domaines.

5- Régulation des médias

La régulation des médias au Togo est sous la responsabilité de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) alors que l'autorégulation est assurée par l'Observatoire togolais des médias (OTM) qui est le Tribunal des pairs mis en place par les journalistes eux-mêmes.

Les deux organes s'autosaisissent en cas de publications ou diffusions qui violent l'éthique et la déontologie. Ils reçoivent, traitent et règlent les plaintes des citoyens qui les saisissent sur des sujets jugés préjudiciables, conformément au Code de déontologie des journalistes du Togo et au Code de la presse et de la communication. En ce qui concerne les plaintes, le système de corégulation qui existe entre la HAAC et l'OTM veut que sur certains sujets, l'instance d'autorégulation règle en première instance et que l'institution de régulation statue en dernier ressort.

6- Législation

Le secteur de la presse et de la



communication au Togo est régulé par des textes législatifs, réglementaires et associatifs. Il s'agit essentiellement du Code de la presse et de la communication en République togolaise, de la loi organique sur la HAAC, du règlement intérieur de la HAAC, du Code de déontologie des journalistes du Togo, bréviaire de l'OTM. Mais il y a aussi les statuts et règlements des organisations, syndicats et associations de presse. Tous ces textes sont coiffés par la Constitution de la IVème République qui consacre la liberté de presse reconnue et garantie par l'Etat et protégée par la loi (Art 26).

L'un des faits majeurs au sein du monde médiatique togolais durant les douze derniers mois demeure sans nul doute l'entrée en vigueur d'un nouveau Code de la presse et de la communication, concrétisée par la loi n° 2020-001 du 07 janvier 2020 relative au code de la presse et de la communication en république togolaise, adoptée par l'Assemblée nationale le 30 Décembre 2019. Résultat de l'une des recommandations des états généraux, le nouveau code, fort de 181 articles, apporte des innovations majeures ; il prend en compte les conditions de création et d'exploitation des sociétés de presse en ligne (articles 132 et suivants). Ce code fixe également les conditions de création, le statut et la typologie des structures de presse qui seront désormais des sociétés de presse créées et fonctionnant conformément aux dispositions de l'Acte uniforme de l'OHADA.

Les qualités du journaliste et du technicien média changent drastiquement surtout en ce qui concerne les qualifications et l'expérience. Le nouveau code crée une nouvelle classification en faisant intervenir la notion d'auxiliaire de presse qui regroupe les producteurs, les animateurs, les cameramen, les réalisateurs, les maquettistes, les photographes de presse, les dessinateurs de presse, les preneurs de sons, les rédacteurs traducteurs, les sténographes rédacteurs, les documentalistes de presse, les correcteurs de presse, les reporters-photographes, les graphistes et spécialistes de la publication assistée par ordinateur, les caricaturistes, les assistants de production, les scénaristes, les

scriptes, les chroniqueurs animateurs, les animateurs en langue nationale et tous les autres métiers apparentés. En tout état de cause, le nouveau code indique que « la qualité de journaliste professionnel, de technicien des médias ou d'auxiliaire de presse n'est attestée et constatée que par la détention d'une carte de presse, d'une carte de technicien de presse ou d'une carte d'auxiliaire de presse » (art.20).

Le nouveau code consacre également l'Observatoire Togolais des Médias (OTM), organe créé par les professionnels des médias, comme l'organe d'auto-régulation de la presse et de la communication (Art.61). L'OTM a pour mission principale de garantir le respect des règles d'éthique et de déontologie dans les médias. Les modalités d'organisation et de fonctionnement de l'organe d'autorégulation sont fixées par ses statuts et son règlement intérieur.

7- Soutien de l'Etat à la presse

Le soutien de l'Etat à la presse est multiforme mais la partie la plus visible est l'appui financier de l'Etat à la presse, qui est versé aux médias privés chaque année. Dotée de 100 millions de FCFA, cette subvention qui était jugée très insuffisante par les bénéficiaires, vient d'être portée à 150 millions FCFA. Aux états généraux de la presse tenus en 2014, il a été recommandé que cette aide puisse être portée à 800 Millions de FCFA au regard des difficultés que traverse la presse privée.

Le nouveau code prévoit par ailleurs un fonds de soutien et de développement de la presse (article 55).

II- RELATIONS ENTRE MEDIAS OU JOURNALISTES ET LES INSTITUTIONS

1- OTM

L'OTM se félicite de l'amélioration de ses rapports avec les journalistes qui sont désormais prompts à répondre à ses invitations. L'Observatoire a oeuvré au règlement à l'amiable de certains conflits nés entre des professionnels des médias et des citoyens ou entités morales. Ainsi, des différends qui auraient pu être portés devant les tribunaux ont été réglés à l'amiable grâce au plaidoyer de l'Observatoire.

Suite à la page 7

Journée de la presse: L'OTM rend public son rapport

Suite de la page 6

L'OTM dans ses démarches, a pu éviter des conséquences dommageables à certains confrères convoqués par le Service Central des Recherches et d'Investigations Criminelles (SCRIC) de la gendarmerie.

2- HAAC

Cordiales depuis l'année dernière, les relations avec la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la communication sont devenues quelque peu tendues ces deux derniers mois suite aux sanctions contre les journaux « L'Alternative », « Liberté » et « Fraternité » dans l'affaire de plainte de l'Ambassadeur de France au Togo, Marc Vizy contre les deux premiers et celle d'outrage du troisième à la HAAC accusée d'obéir à la volonté du diplomate français. Mais selon la HAAC, les deux organes n'ont pas « respecté les règles professionnelles, violant de ce fait les dispositions du Code de déontologie des journalistes du Togo ».

3- Autres institutions de la République et partis politiques

Les relations entre les médias, le gouvernement et les acteurs politiques au cours des douze derniers mois sont au beau fixe, surtout avec la bonne couverture médiatique des différentes élections (législatives, locales et présidentielle) et de la crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19.

4- La confraternité

L'exercice de la profession de journaliste au Togo, du 3 mai 2019 au 3 mai 2020 n'a pas laissé transparaître des liens conflictuels entre les professionnels des médias, du moins par médias interposés. Seules des situations relationnelles ont été réglées par l'OTM. Toutefois, il y a lieu de dénoncer l'usage des réseaux sociaux par certains professionnels des médias pour s'en prendre à leurs confrères.

III- LES DERAPAGES

En dépit d'une meilleure application des règles déontologiques et éthiques par les médias durant l'exercice 2019-2020, des violations ont été enregistrées autant sur des chaînes audiovisuelles que dans la presse écrite et en ligne. En dehors de celles qui ont donné lieu à des auditions sur plaintes ou auto-saisines, les autres ont juste fait l'objet de rappels à l'ordre verbaux par l'institution de régulation (HAAC) et l'instance d'autorégulation (OTM). Il faut signaler que la HAAC a organisé des monitorings spéciaux durant les différents scrutins. L'OTM l'a fait à l'occasion

de l'élection présidentielle du 22 février 2020.

3.1-Au niveau de la HAAC

En plus des auditions en vue de publication des rectificatifs dans plusieurs journaux, la HAAC a eu à faire des mises en garde à deux journaux pour diffusion de propos mensongers, de fausses informations et diffamation suivie de la publication des droits de réponses. Trois autres journaux ont écopé de suspension allant de deux semaines à deux mois.

Dans la presse audiovisuelle (02) cas ont été traités dont une radio et une télévision. La Télévision Togolaise (TVT), en diffusant le communiqué du Ministre de la sécurité et de la protection civile concernant les multiples accidents graves de la circulation survenus dans le pays, a montré des images choquantes d'enfants décédés à visages découverts. Ceci est en violation de l'article 13 du Code de déontologie et d'éthique du journalisme et de l'article 3 alinéas 1 et 2 de la loi organique relative à la HAAC. La Radio communautaire Carré Jeune (RCJ) anime tous les mardis à 16h une émission à caractère politique dénommée « Une heure pour convaincre » au cours de laquelle la parole est donnée aux représentants de partis politiques et à d'autres personnalités pour débattre de l'actualité du pays, ceci en violation des articles 34 et 35 de l'arrêté n° 05/HAAC/19/P portant cahier des charges et obligations des radiodiffusions sonores et télévisions communautaires. 7

Dans la presse en ligne, deux organes ont focalisé l'attention des services techniques de la HAAC, compte tenu des violations répétées des règles déontologiques, éthiques et professionnelles. Le 11 novembre 2019, le journal en ligne « *télégramme228.com* » a publié une chronique d'un citoyen en contravention des articles 62 et 88 du Code de la presse et de la communication, interdisant les attaques contre les Institutions de la République. « *icilome.com* » du 28 octobre 2019 s'est quant à lui rendu coupable d'attaque contre les personnes physiques et morales en relayant les appels lancés par un mouvement de la société civile en violation de l'article 1 du Code de déontologie des journalistes du Togo.

En août 2019, la HAAC a procédé à l'audition des diffuseurs d'informations sur des supports inappropriés dans la Préfecture de l'Avé, à l'intention de la population. Deux structures étaient concernées : le Centre de communication N'tifafa d'Aképe, situé au niveau de l'Eglise catholique de la localité et le

Centre de communication Emmanuel de Noépé qui se sont vus interdire la diffusion d'informations sur supports inappropriés à l'intention de la population.

3.2- Au niveau de l'OTM

Du 03 mai 2019 à ce jour, l'OTM a enregistré huit (8) plaintes, tenu six (6) audiences et organisé douze (12) séances de conciliation sur plaintes ou auto-saisines. Il s'est agi des problèmes d'éthique et de déontologie notamment la diffamation par presse interposée. Ainsi, des Directeurs d'organes ont été écoutés pour non-respect des règles professionnelles, d'atteinte à l'honneur, de publication de fausses informations, etc. L'OTM est intervenu pour régler des situations délicates dans lesquelles des journalistes ou directeurs de publication ont été empêtrés devant la justice. L'observatoire à travers son président a directement pris langue avec les plaignants pour un règlement à l'amiable, quand bien même ceux-ci avaient déjà engagé des procédures judiciaires. Aucune sanction n'a été prise durant l'exercice par l'OTM qui a plutôt privilégié la démarche pédagogique.

IV- LES ATTEINTES A LA LIBERTE DE PRESSE

Au regard de l'activité politique relativement fournie au cours des douze derniers mois, l'on peut se réjouir du fait que la liberté de presse n'a pas été trop ébranlée. Cependant, on dénombre quelques atteintes à la liberté de presse.

Le 21 avril 2020, des journalistes couvrant l'interpellation sur ordre du Procureur de la République, de M. Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo, candidat arrivé en 2ème position selon les résultats officiels de l'élection présidentielle du 22 février 2020, ont été violentés par des forces de l'ordre. Certains ont vu leur moyen de déplacement emportés. D'autres ont été tenus à distance du théâtre des opérations et dispersés à coup de gaz lacrymogènes. Un autre journaliste a été même arrêté et

conduit dans les locaux de la gendarmerie où il a passé une nuit avant d'être libéré le lendemain.

Il faut signaler aussi que des journalistes ont été menacés de mort par des militants se réclamant du parti politique ANC, après une émission sur la radio Kanal Fm, pour avoir critiqué les propos de leur leader et fait des analyses en sa défaveur.

V- LES RECOMMANDATIONS

1- Journalistes et médias

Respecter les dispositions du Code de la Presse et de la Communication et celles du Code de déontologie des journalistes du Togo.

Elaborer et respecter une grille de programme (audiovisuel).

Honorer les engagements vis-à-vis des autorités de régulation.

Clarifier la situation professionnelle du personnel.

2 - Organisations professionnelles des médias

Œuvrer à la signature de la convention collective.

Œuvrer à la mise en oeuvre des recommandations des états généraux de la presse quant à l'union des organisations de presse.

3- Instance d'autorégulation et institution de régulation

Amener les professionnels des médias à s'approprier et à respecter le Code de déontologie et le Code de la presse et de la communication.

Encourager les organisations de presse à l'union.

Alléger les conditions pratiques d'obtention de la carte de presse (pièces à fournir et montant).

4- Gouvernement

Donner une meilleure visibilité aux médias publics et œuvrer pour qu'ils deviennent des offices.

Assurer la formation des journalistes.

Accorder une aide spéciale substantielle à la presse en période électorale ou de crise.

Assurer davantage la protection des journalistes dans l'exercice de leur fonction.

Augmenter le montant de l'aide de l'Etat à la presse.

Prendre les décrets d'application

du nouveau code de la presse et de la communication.

5- Autres acteurs de la scène nationale

Respecter les lignes éditoriales des organes de presse et d'information.

Eviter d'appeler ou d'exhorter les militants et/ou manifestants à s'attaquer aux professionnels des médias partout ailleurs pour leurs publications, diffusions ou commentaires médiatiques.

S'abstenir des traitements inhumains et dégradants sur les journalistes dans l'exercice de leur fonction.

CONCLUSION

Trente ans après la libéralisation de la presse et seize ans après la dépénalisation des délits de presse, les médias togolais poursuivent leur chemin et assument leur part de rôle dans la construction de l'Etat de droit en offrant un contenu diversement apprécié par le public.

L'année écoulée a été particulièrement marquée par l'adoption d'un nouveau code de la presse et de la communication qui prend en compte les défis médiatiques liés au numérique et à l'avènement de nouveaux médias. Ce code comporte des innovations faisant une place à l'OTM et annonce la réorganisation des structures de presse. Onze nouvelles fréquences radios ont été attribuées par la HAAC fin décembre 2019.

Si dans l'ensemble on peut se féliciter d'une cordialité relative entre les journalistes et les institutions de la République, les dérapages ont été relevés au niveau des médias de même que les atteintes à la liberté de la presse. De manière générale, la configuration de l'échiquier médiatique est à l'image de la situation politique du pays. La liberté d'expression demeure une quête permanente. Si les pouvoirs publics, les journalistes, les médias, les organisations professionnelles des médias, chacun en ce qui le concerne jouait sa partition, la liberté de presse serait davantage au service du développement du pays.

Fait à Lomé le 3 mai 2020

Lutte contre le COVID-19 :

Les ministres de la Santé de l'UEMOA en session extraordinaire ce Jeudi par visioconférence

Suite de la UNE

systèmes de santé pour la gestion des épidémies.

Il faut rappeler que dans le cadre de la lutte contre cette pandémie du COVID-19, les Etats

membres de l'UEMOA, ont bénéficié d'un prêt concessionnel à hauteur de 120 milliards.

Il est évalué à 5284 milliards de francs cfa, les ressources financières nécessaires

aux Etats pour faire face aux besoins en équipement sanitaires, assurer une mise en œuvre effective des mesures sociales et relancer l'activité économique.



#CQFS

Suspension des contrôles fiscaux ou autres en cours en entreprises et leur limitation aux entreprises non citoyennes ;
Suspension de l'application des pénalités de retard pour les impôts qui arrivent à échéances au cours de ce 2^e trimestre et revue des pénalités au profit des entreprises qui ont subi des contrôles fiscaux.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

Accompagnement au cas par cas, des entreprises qui se trouveraient dans l'impossibilité de déposer leurs états financiers dans les délais prévus au 31 mars 2020 pour les entreprises individuelles et au 30 avril 2020 pour les entreprises sociétaires.



Office Togolais des Recettes - OTR